

Sous l'impulsion du Groupe S&D, un pas de plus vers l'élimination des minerais de conflits dans l'UE

MARTIN DE LA TORRE, Victoria

24/01/2017

Les Socialistes et Démocrates ont mené une forte campagne afin d'exclure les minerais de conflits du marché européen. Après une longue et âpre bataille politique, une réglementation devrait entrer bientôt en vigueur dans l'UE.

Aujourd'hui, la commission du commerce international du Parlement européen donnera son feu vert à un accord conclu entre le Parlement et le Conseil pour adopter une nouvelle loi. L'étain, le tungstène, le tantale et l'or seront désormais traçables afin de s'assurer que les produits contenant ces minerais (smartphones, ordinateurs, etc.) vendus dans l'UE ne viennent alimenter les conflits armés ou favoriser la violation des droits humains dans ces zones de conflit.

Le Groupe S&D s'est battu pour un système obligatoire face à une forte opposition des États membres et des nombreux députés conservateurs au Parlement européen. Demain, un premier pas vers un commerce éthique des minerais sera accompli. Mais les Socialistes et Démocrates continueront à œuvrer pour un système plus juste à travers les prochaines révisions prévues dans le règlement.

Marie Arena, porte-parole S&D sur la question des minerais de conflit, a déclaré :

"Depuis le début de ce processus législatif nous nous sommes battus pour avoir une régulation contraignante applicable tant aux entreprises en amont qu'à celles en aval de la chaîne d'approvisionnement".

"Face à l'opposition des conservateurs cela n'a pas été simple mais aujourd'hui, nous avons franchi une étape nécessaire qui va dans le bon sens. Cependant il reste encore beaucoup à faire, notamment en matière de mesures d'accompagnement pour aider les petites entreprises à se conformer à la régulation mais aussi des mesures pour aider les pays d'origine à assurer une traçabilité, ce qui passe par l'appui aux mineurs artisanaux locaux et l'amélioration de leurs conditions de travail. C'est pourquoi je plaiderai pour que le parlement donne un message politique fort dans ce sens à la Commission".